

gouvernement permettra-t-il à ses fonctionnaires de comparaître devant la commission de citoyens qui fait enquête sur le recours récent à la loi sur les mesures de guerre au Québec?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, je ne crois pas plus aux tribunaux parallèles qu'aux gouvernements parallèles.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA SURVEILLANCE DU LITTORAL ATLANTIQUE ET LES INSTALLATIONS DE LA BASE D'ARGENTIA

[Traduction]

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Étant donné que le Livre blanc recommande une surveillance intensifiée du littoral canadien, le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en station à la base navale d'Argentia à Terre-Neuve des avions Tracker et des unités de la Marine?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Pas pour le moment, monsieur l'Orateur. L'escadrille d'avions Tracker restera stationnée, comme le sait le député, à Shearwater. On peut compter qu'elle effectuera, comme cet été, des vols à partir de Goose Bay. Nous n'avons aucune intention immédiate de mettre ces avions en service à Argentia.

LA SURVEILLANCE DU LITTORAL ATLANTIQUE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Maintenant qu'il a publié un Livre blanc, le ministre est-il en mesure de dire à la Chambre quels projets à long terme il est disposé à mettre en œuvre en vue d'assurer une surveillance plus étroite et constante dans les airs et à terre, pour faire respecter la souveraineté canadienne au large de la côte est et pour protéger nos propres citoyens?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je serais heureux de développer cette question un jour ou l'autre, mais pas en ce moment.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS ET LE SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants? Le gouvernement prendra-t-il les dispositions nécessaires afin que les béné-

ficiaires d'allocations aux anciens combattants, qui touchent le supplément de revenu garanti, ne voient pas leurs allocations réduites, mais puissent profiter complètement de l'augmentation de \$2.70 par mois de la pension et du supplément annoncée pour janvier?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, l'affaire est à l'étude en ce moment. Je tiens à assurer au député que, comme d'habitude, les dispositions prises témoigneront de notre sympathie.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur. . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Notre temps est écoulé. Le député permettrait-il à la présidence de donner la parole au député de Lisgar qui cherche depuis un bon moment à poser une question?

* * *

LES CÉRÉALES

GRAINS DE PROVENDE—LE COMMERCE INTERPROVINCIAL

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre comptable de la Commission du blé. Vu la perspective d'une très grosse récolte de grains de provende, surtout d'orge, cette année dans l'Ouest du Canada, le gouvernement songe-t-il à permettre à ces grains de circuler librement entre les provinces?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le rôle principal de la Commission canadienne du blé porte sur le contrôle des céréales qui traversent les frontières provinciales. On n'a certes pas l'intention d'anéantir la Commission canadienne du blé en lui enlevant ce rôle en ce moment.

ORGE—LES EFFETS DE LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque la surtaxe imposée par les États-Unis sur l'orge canadienne aura pour effet de réduire le prix au producteur, puis-je demander au ministre si le gouvernement entend prendre des mesures particulières aux fins d'indemniser le producteur pour cette perte, ou a-t-il l'intention d'intervenir et d'absorber la surtaxe?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture a indiqué à la Chambre l'autre jour que dans le cas des produits agricoles on allait en tenir compte sur une base quantitative individuelle et qu'on allait prendre les mesures appropriées afin d'assurer la meilleure protection possible aux producteurs agricoles. Ces mesures iront de pair avec celles dont la Chambre est déjà saisie.